



**Allocution de M. Jacques CHIRAC, Président de la République,  
prononcée lors de l'élévation à la dignité de Grand officier de  
l'Ordre de la Légion d'honneur de l'Abbé PIERRE**

Palais de l'Élysée, Paris le jeudi 19 avril 2001.

Mesdames, Messieurs,

Bienvenue dans ce Palais de l'Élysée où je suis, naturellement avec mon épouse, très heureux de vous accueillir.

Cher Abbé PIERRE,

C'est avec joie et aussi avec émotion que je vous retrouve aujourd'hui, entouré des responsables d'Emmaüs. Je me réjouis de les saluer. Dans quelques instants, je vais vous avoir le privilège de vous élever à la dignité de Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Celui qui a vécu au milieu des plus pauvres des pauvres, l'insurgé qui, toute sa vie, a refusé la misère et l'injustice et qui nous dit, aujourd'hui comme hier, qu'il faut se battre afin que tout homme obtienne ce à quoi il a droit : un toit, de quoi manger et vivre décemment, cet homme-là, je le sais, ne recherche ni l'admiration ni les honneurs.

Aujourd'hui, cher Abbé PIERRE, ce que je veux vous exprimer, au nom de tous les Français, unanimes, vous le savez sur ce sujet ce qui n'est pas courant, c'est le respect, l'attachement, l'amitié que les Français vous portent. Et cet hommage que la France rend à un homme hors du commun récompense les efforts que vous avez accomplis pour défendre les droits de la personne humaine et pour faire reconnaître partout sa dignité.

Être marin, missionnaire ou bandit, Henry GROUÈS, le petit garçon que vous étiez, a hésité. À quinze ans, au retour d'un pèlerinage à Rome, cela a été la Rencontre à Assise, dans l'éblouissement d'un matin de Pâques, aux Carceri : comme saint-François, vous serez moine. Plus tard, à votre père, qui vous a appris tout jeune à aller à la rencontre des plus pauvres, vous confierez cette décision d'entrer comme novice chez les Capucins. Déjà, vous avez "voué le meilleur et le tout de votre coeur à tous les vagabonds du monde".

Sept ans de vie contemplative à observer une règle très dure où s'épuise quelque peu votre santé, trois autres années passées en recherche et en adoration, avec, pour directeur de conscience, un homme éminent s'il en fut, le père de Lubac qui vous souhaite, la veille de votre ordination, "l'anticléricisme des saints", vous voilà désormais tertiaire de saint-François et aumônier auprès de l'évêque de Grenoble. C'est la guerre et l'Occupation. Mobilisé, puis hospitalisé pour une pleurésie, vous êtes vicaire à la cathédrale de Grenoble lorsque deux familles juives qui viennent d'échapper

à une rafle vous demandent de les cacher : l'abbé GROUÈS, avec l'aide des Dames de Sion, un curé, un guide et un douanier, va se faire passeur d'hommes et faussaire.

Ces douze premiers rescapés à qui vous faites gagner la frontière suisse par le col du Tour et le glacier du Trient furent suivis de nombreux autres -c'est vous qui réussirez à sauver Jacques de GAULLE, le frère du général-. À la Chartreuse d'Isère, puis dans le Vercors se créent des maquis dont vous êtes le parrain. Avec Lucie COUTAZ, la secrétaire que vous recommandez le père de Lubac, vous écrivez, elle édite et diffuse un journal, "L'Union Patriotique Indépendante". Une telle activité oblige bientôt celui qui est connu, dans la Résistance, sous le nom de l'abbé PIERRE, et que recherchent la Gestapo et la Milice, à quitter Grenoble pour Lyon, puis Lyon pour Paris où vous organisez des passages vers l'Espagne. Arrêté à Combo-les-Bains, échangé à Madrid contre deux tonnes de blé, vous gagnez Alger où vous rejoignez le général de GAULLE. Vous ne pourrez, en raison de votre santé, participer au débarquement en Méditerranée, mais vous devenez aumônier de l'École navale au Maroc et vous embarquez sur le "Jean-Bart" avant d'être rappelé à Paris.

1945 : après l'exaltation de la Libération, vous allez découvrir à Paris les drames de la misère. Parce que vous êtes "homme, vibrant de tout ce qui fait frémir l'homme", vous, le curé du maquis, qui portez la Croix de guerre et la médaille de la Résistance, vous vous inquiétez : "Mon Général, la paix est un tout petit enfant ; elle peut mourir", dites-vous au général de GAULLE qui le répète et dont l'entourage d'ailleurs vous pousse à vous présenter aux élections législatives. Représentant de la Résistance à l'Assemblée consultative, puis député de la Meurthe-et-Moselle à l'Assemblée constituante, vous vous insurgez sur les bancs du Palais Bourbon : "Il existe, dites-vous, une misère extrême. C'est là que doit porter notre effort d'abord. C'est la passion de la justice qui nous a jetés dans ce combat".

C'est alors que va prendre corps l'une des plus extraordinaires aventures humaines de cette deuxième moitié du XXe siècle.

Tout a commencé, dites-vous, "parce que la maison était trop grande". Cette maison est une villa délabrée que vous venez de louer à Neuilly-Plaisance et avez entrepris de réparer vous-même. Elle héberge votre assistante, la fidèle Lucie COUTAZ, et l'un de vos collègues de l'Assemblée avec sa famille. Très vite, la maison de Neuilly va accueillir le premier compagnon, Georges LEGAY, un ancien bagnard que vous avez sauvé du suicide, puis un jeune délinquant qui a fui la maison de correction, un agent de police, un boxeur sortant de prison, des blessés de la vie à qui vous avez dit simplement : "Je ne peux rien vous donner, mais vous pouvez m'aider".

Avec ce petit groupe de compagnons-bâisseurs, pendant deux ans, vous allez aménager une auberge de jeunesse, Emmaüs, du nom de ce petit village de Palestine, dans la banlieue de Jérusalem, où des pèlerins, en reconnaissant le Christ ressuscité dans le compagnon qui partage leur repas, ont retrouvé "des raisons de vivre". Ces raisons de vivre que viennent de retrouver Georges et les autres, cette poignée de gueux qui sont un abrégé de la misère du monde et dont vous ferez "des hommes debout". Cette raison de vivre, c'est votre force

Lorsqu'en décembre 1949, Emmaüs recueille une famille expulsée, une porte de la solidarité et de la fraternité s'est ouverte qui ne se refermera plus. Avec pragmatisme, avec simplicité, avec aussi une ténacité incroyable, vous allez dès lors accueillir ces pauvres sans logis et sans travail qui arrivent à Noisy, jour après jour, et dont le flux semble ne devoir jamais se tarir.

Pour eux, grâce à votre indemnité parlementaire, et avec l'aide de vos compagnons, vous bâtirez la maison du Pont, près du viaduc d'Auteuil, puis Champs-Fleuris, la première cité d'urgence.

Lorsque vous quittez l'Assemblée nationale en 1952, les sans-logis affluent toujours à Emmaüs. Malgré la perte de vos indemnités parlementaires, vous ne renoncez pas. Ce sont vos compagnons qui trouveront la solution : la récupération des vieux matériaux et des vieux objets se révélera une pêche miraculeuse. La "biffe", puis la "chine" et les "gadoues" apporteront l'argent nécessaire à la vie de la communauté et à la construction de nouveaux centres. Un défi social est en train de naître : Emmaüs, association non confessionnelle que vous avez fondée avec Mademoiselle Lucie COUTAZ, n'est pas une institution de bienfaisance ou d'assistance, c'est une communauté où tous apportent et retrouvent leur dignité dans le partage, une communauté ouverte également aux volontaires d'origines les plus différentes qui les rejoignent pour les aider.

La maison s'est agrandie : la Réserve à Neuilly-sur-Marne, la Pépinière à Pontault-Combault, la Socomac à L'Hay-les-Roses, le centre de Plessis-Trévisé ont été construits. Sans doute les normes administratives ne sont-elles pas toujours parfaitement respectées. Mais au printemps 1953, 300 logements sont achevés ou en chantier. Grâce à vous et à l'appui de vos amis politiques, les caisses d'allocations familiales ont été autorisées à faire des prêts pour préfinancer les constructions de logements et la communauté vient d'acquérir un secteur dans la forêt de Pomponne. Pourtant les besoins se font toujours aussi cruellement sentir lorsqu'arrive l'hiver 1954.

La mort d'un bébé, la venue d'un ministre à son enterrement, une vieille femme tuée par le froid boulevard de Sébastopol et votre appel, le 1er février 1954, -quelques phrases griffonnées sur un bout de papier et lues aux actualités de la Radio nationale et de Radio-Luxembourg- cela va bouleverser la France.

Dans la précipitation et l'improvisation se développe un extraordinaire mouvement de solidarité : c'est "l'insurrection de la bonté". Les dons et les appels convergent vers l'hôtel Rochester. Quatre stations de métro désaffectées, mais aussi le palais de la Mutualité, le lycée Michelet, l'Institut catholique, puis les gymnases, les palais de justice, les dispensaires, les mairies, les églises s'ouvrent aux sans-abris. Sur la montagne Sainte-Geneviève, une immense toile de tente est montée. Des centaines de volontaires dont vos amis, Robert BURON et Georges LILLAZ, le directeur du Bazar de l'Hôtel-de-Ville, vont à la rencontre des "couche-dehors": l'ancêtre du Samu social, que le docteur Xavier EMMANUELLI créera avec moi à Paris en 1992, et qui fera école dans plus de quarante villes de France, vient de naître.

"La vertu persuasive de la parole" a déclaré la guerre à la misère. Un mois après le refus de l'amendement présenté par Léo HAMON, le Parlement adopte un plan de 12 000 logements de première nécessité et les chiffonniers d'Emmaüs avancent l'argent pour les 48 premières maisons du Plessis dont la construction commence dès le 8 février. Ce jour-là est lancée l'opération "Paris vous aide" qui réunira 320 tonnes de matériaux et de vieux objets dont la vente produira 150 millions de francs., anciens bien sûr, versés à Emmaüs : le bilan de votre appel au secours a dépassé toutes les espérances.

"Ce qui s'est produit le 1er février, direz-vous, c'est la renaissance d'une âme commune, la résurrection d'une volonté commune d'empêcher que des innocents souffrent d'une manière aussi stupide".

Vous êtes devenu "la voix des sans-voix" et la notoriété que quelques mots, quelques phrases prononcées à la radio vous ont acquise, va faire de vous un mythe vivant. Mais déjà, à Genève, vous continuez votre combat contre la misère et pour la paix. Vous êtes désormais "un homme qui vient parler avec d'autres hommes de bonne volonté des problèmes qui écrasent l'homme d'aujourd'hui dans l'univers entier".

Pour cela, vous allez parcourir le monde, de conférence en conférence, de réunion en réunion, vous arrêtant seulement lorsque votre épuisement vous y contraint, reprenant sans cesse votre bâton de pèlerin, refusant tout nouvel engagement politique, tendu vers un seul but : éveiller la conscience publique, obliger les élus locaux, nationaux, internationaux à voir en face les vraies urgences humaines.

Les États-Unis, le Canada, l'Inde, le Liban, l'Amérique latine, l'Afrique vous demandent. À Calcutta, vous rencontrez Mère Térésa ; à Rio, Dom Helder Camara ; à Buenos Aires, José Balista et le docteur Schweitzer à Lambaréné.

Emmaüs, grâce à votre charisme, connaît une expansion internationale extraordinaire. Des communautés se développent au Japon, au Canada, en Argentine, partout dans le monde.

Lorsque vous manquez de périr dans un naufrage, en juillet 1963, vous prenez conscience que, vous disparu, Emmaüs, après quinze années d'existence, ne possède aucune organisation ni structure qui lui permette d'assurer sa pérennisation. Cette lacune sera comblée grâce à un travail de six années qui aboutira à la réunion, à la Pentecôte 1969, des premières Assises mondiales du mouvement Emmaüs, à Berne. Le Manifeste universel du mouvement - "Faire que soient partout servis premiers les plus souffrants"- y est adopté à l'unanimité, le secrétariat général est fixé à Montréal. Les statuts de l'Association internationale seront adoptés en 1971 et le Centre d'information créé en 1974 pour parer les risques d'isolement des groupes, tandis que vous faites paraître une revue, "Faims et soifs des hommes".

Emmaüs a atteint l'âge de la maturité. D'autres combats vous attendent. Au début des années 80, en France et dans les autres pays développés, apparaît ce que l'on appelle "la nouvelle pauvreté". Vous qui avez obtenu trente ans auparavant l'arrêt des expulsions en hiver, vous lancez, en hiver 1984, un autre appel. Pour venir en aide aux exclus, vous serez à l'origine de la création, avec l'Armée du Salut et le Secours catholique, de la Banque alimentaire. Et tandis que Coluche vous remet, à la fin de l'opération "Les Restos du coeur", un chèque d'un million et demi de francs, la Fondation Abbé PIERRE pour le logement des défavorisés voit le jour. En 1992, vous obtiendrez la création du Haut Comité pour le logement des plus défavorisés présidé aujourd'hui par le docteur Xavier EMMANUELLI. En 1998, a été adoptée la loi contre les exclusions. Malgré tous ces efforts, la Fondation Abbé PIERRE, dans son sixième rapport publié en février dernier, relève qu'elle n'a pas encore produit tous ses effets, souligne que le nombre de logements sociaux est dramatiquement insuffisant et que les centres d'accueil ne suffisent plus devant l'afflux, notamment, des demandeurs d'asile.

Ouvrons les yeux : la misère est là. Elle ne recule pas. Plusieurs dizaines de personnes meurent encore chaque année dans la rue. Près de quatre millions de Français, très souvent des jeunes, vivent entre petits boulots et chômage, sous le seuil de pauvreté.

La France s'honore d'être une grande démocratie. Elle s'honore d'avoir mis en place un système de bonne gouvernance. Mais la démocratie, la bonne gouvernance, c'est aussi la juste répartition des richesses.

C'est en créant les conditions d'une croissance durable, que nous serons efficaces dans ce combat contre l'inacceptable. C'est aussi en nous tournant davantage vers les plus démunis, les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas organisés pour se faire entendre.

La revendication sociale est légitime dans une démocratie, car il est dans la nature de tout homme de vouloir améliorer ses conditions de vie. Mais dans la répartition des fruits de la croissance, l'État ne doit pas laisser les plus bruyants et les mieux armés prendre la part de ceux que l'on entend le moins. Il doit arbitrer entre les intérêts, établir des priorités. Celles-ci ne peuvent être le résultat de pressions collectives successives.

Au-delà des minima sociaux, au-delà des secours d'urgence, la solidarité, vous nous l'avez appris, c'est avant tout une main tendue.

Par expérience, cher Abbé PIERRE, vous savez que la misère recouvre toujours des drames humains. Face à tant de désarroi et de désespoir, les aides, les allocations sont essentielles, bien sûr, mais elles se révèlent largement impuissantes si elles ne s'accompagnent pas d'une préoccupation, d'une exigence d'humanité.

La solidarité, ce n'est pas aider les gens à survivre dans l'exclusion, c'est d'abord les aider à s'en sortir. La vraie solidarité, c'est, pour les communes, les associations, les services de l'emploi, d'aller au devant des personnes en difficulté. La vraie solidarité, c'est une solidarité qui s'exerce d'une personne vers une autre personne, une solidarité fraternelle qui, en retour, attend de celui qui reçoit l'engagement de se mettre en mouvement.

C'est pourquoi nous devons nous mobiliser pour donner tout son sens au volet insertion du RMI. Sa vocation première, rappelons-nous, c'est de permettre aux plus démunis de lever leurs handicaps. C'est en cherchant, dans un dialogue approfondi, à comprendre les causes, souvent multiples, qui ont conduit un homme, une femme, une famille, dans la misère que ceux-ci pourront retrouver la dignité et la confiance en eux, et s'investir dans des formations leur permettant d'accéder à l'emploi.

Nous devons aussi nous interroger sur l'efficacité de nos autres politiques publiques. Plus de deux ans après la mise en œuvre de la loi contre les exclusions, il faut en dresser le bilan et, si nécessaire, la faire évoluer ou la renforcer pour lui permettre de remplir pleinement sa vocation et de répondre ainsi à l'attente profonde des Français.

Nous devons également apporter des réponses nouvelles aux situations de pauvreté que vivent un nombre grandissant de jeunes souvent sans qualification. Nous avons le devoir de passer avec eux un véritable contrat qui associe aide et engagement dans des actions de formation.

Nous avons enfin le devoir d'encourager ces hommes et ces femmes, chargés de famille qui, ne voulant plus d'un système d'assistance, entament des démarches de retour à l'emploi et acceptent souvent, dans un premier temps, des emplois à temps partiel et faiblement rémunérés. Leurs efforts doivent trouver une récompense réelle dans l'amélioration de leur pouvoir d'achat. C'est pourquoi je souhaite que le Parlement, qui examine actuellement le projet de création de la prime pour l'emploi, prenne bien en compte la nécessité d'aider en priorité ces familles.

Nous le savons bien : c'est en coordonnant nos politiques que nous leur donnerons un maximum d'efficacité. Et c'est ainsi que nous montrerons notre vraie détermination à lutter contre la pauvreté et l'exclusion, comme vous nous appelez à le faire, cher Abbé PIERRE, en France, mais aussi dans l'Union européenne.

Le cri d'alarme que vous lancez en faveur des exclus de l'Hexagone, vous le lancez aussi en faveur des millions d'exclus de la planète pour lesquels vous demandez que soit reconnu, dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le droit au logement. Depuis longtemps aussi, vous demandez que la dette du tiers-monde soit diminuée. Vous savez que je partage votre sentiment et que j'agis vigoureusement et, je l'espère, efficacement en ce sens.

J'approuve aussi le combat que vous menez pour la défense des droits de l'Homme et pour la liberté. Chaque fois qu'il est question d'intolérance, de non-respect de la personne humaine, votre voix se fait entendre, cette voix qui nous dit : "Mes amis, réveillez-vous ! Assez d'indifférence !"

Sans doute grâce à vous, le monde associatif n'a jamais été aussi développé et aussi agissant qu'aujourd'hui. Emmaüs-France, qui a obtenu la reconnaissance d'utilité publique, compte pour sa part plus de 110 communautés ; elles sont plus de 450 dans 50 pays du monde. Votre objectif n'a pas varié : "Nous avons la responsabilité, dites-vous, de montrer à l'humanité un autre bonheur, une autre convoitise, un autre rêve..."

Ainsi, au monastère de Saint-Wandrille où vous vous êtes retiré, entre deux voyages, - vous arrivez de Tananarive-, vous, le héros de la Résistance, le pèlerin d'Emmaüs, le frère des pauvres, vous dont le combat contre l'exclusion a fait une figure emblématique de la défense des droits de l'Homme, vous êtes plus que jamais, pour les Français et pour le monde entier, celui qui refuse l'inacceptable, celui qui refuse la misère, celui qui refuse l'injustice. Et c'est pourquoi nous vous rendons aujourd'hui, à vous qui nous donnez une si belle leçon de vie, cet hommage qui témoigne le respect et l'affection, très profonds et très sincères, que tous les Français ont pour vous et que j'exprime aujourd'hui en leur nom.

Henry GROUÈS, Au nom de la République française, Nous vous élevons à la dignité de Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur.